



En 2020, la valeur ajoutée du secteur des mines à l'économie sera de 6%, prévoit Slim Feriani

La contribution des secteurs de l'énergie et des mines à la valeur ajoutée de l'économie nationale atteindra les 6% en 2020 contre 4% en 2018, selon les estimations du ministre de l'Industrie et des PME, Slim Feriani. Cette contribution était de 8% en 2010, a-t-il rappelé lors d'une conférence de presse tenue lundi 16 décembre au siège de l'INNORPI et consacrée à l'exposition du bilan du ministère durant la période 2016-2019.

Pour Feriani, cette éventuelle augmentation est à mettre à l'actif de l'amélioration des rendements de la plupart des secteurs (hydrocarbures, électricité, gaz, maîtrise de l'énergie, phosphates et mines).

Il a également souligné que 6 permis de recherche et d'exploration ont été accordés en 2019 contre seulement 2 permis durant les 5 dernières années, ce qui portera le nombre total à 34 permis en 2020.

Il a également rappelé la régularisation de la situation du permis de recherche des hydrocarbures de Borj El Khadra suspendu depuis 2013, et de la concession d'exploitation du champ pétrolier Halk El Menzel (au large de Monastir) dont l'entrée en production est prévue pour janvier 2020.

Feriani a aussi évoqué l'entrée en exploitation, prochainement, du champ Nawara pour l'extraction du gaz naturel du Sahara de Tataouine, expliquant le retard accusé dans ce sens par des facteurs techniques et sociaux.

Le ministre a, en outre, rappelé l'installation de la centrale électrique à Turbines à gaz de Mornaguia à Borj El Amri et de la centrale électrique à cycle combiné de Radès d'un coût global de 1,5 milliard de dinars.

Il a, par ailleurs, cité l'entrée en exploitation, en 2019, de la centrale photovoltaïque Tozeur 1 d'une capacité de 10 MW affirmant que l'entrée en exploitation de la centrale photovoltaïque Tozeur 2 (10 MW) est prévue pour le premier trimestre de 2020.

Slim Feriani n'a pas manqué de rappeler la prolongation de dix ans du contrat d'approvisionnement du marché italien en gaz naturel algérien, ce qui permettra à la Tunisie des revenus annuels dépassant 600 millions de dinars (frais et redevance).

Source : WMC